

CAP-VERT **LUXEMBOURG**

Coopération au développement





Contenu

04 LE CAP-VERT, VUE D'ENSEMBLE

05 STRATÉGIES & PRINCIPES

06 LA COOPÉRATION
LUXEMBOURGEOISE AU CAP-VERT

08 CHIFFRES

09 ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION
AU CAP-VERT

10 COOPÉRATION BILATÉRALE

20 COOPÉRATION MULTILATÉRALE

21 SOCIÉTÉ CIVILE

22 CONTACTS

Le Cap-Vert, vue d'ensemble



132 / 186

Indice de développement humain en 2013

516 100

Population © CIA Factbook

6,3 / 1000

Taux de mortalité

PIB/habitant (PPA)

3 798 USD

Taux d'accroissement de la population

1,45 %

Taux d'urbanisation

2,4 %

71

Espérance de vie
à la naissance

21,5 / 1000

Taux de natalité

27 / 1000

Mortalité infantile

Enfants/femme

2,49

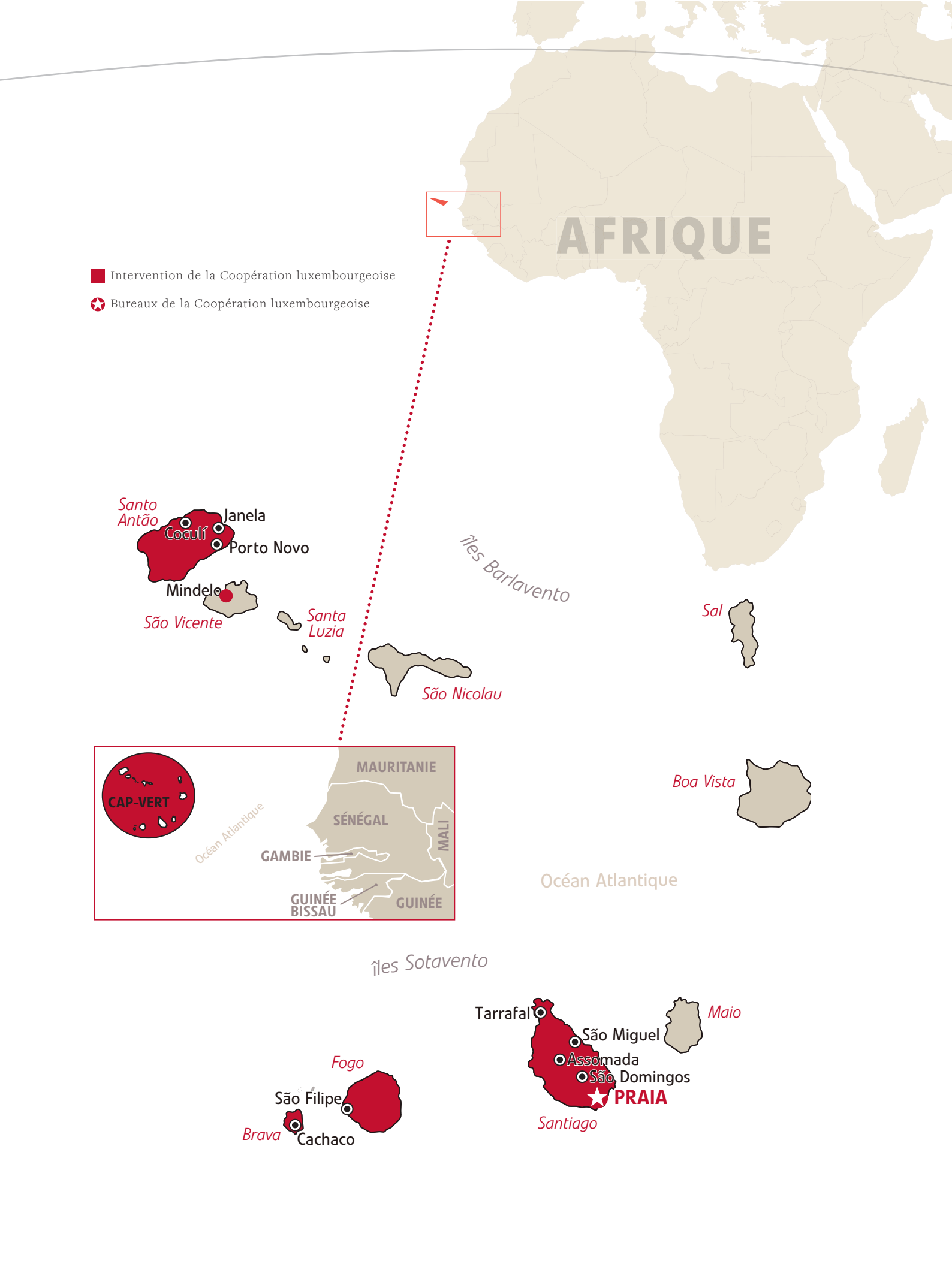
76,6 %

Taux d'alphabétisation

4 033 km²

Superficie

Moyenne d'âge de la population



La Coopération luxembourgeoise au développement : **Stratégies & principes**

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux – avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre – d'ici 2015 – des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle et le développement local intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise poursuit une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires. Six des 10 pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise se situent en Afrique subsaharienne. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels de coopération, les PIC (Programmes indicatifs de Coopération). La concentration géographique de la Coopération luxembourgeoise prend en compte l'indice du développement humain du PNUD ainsi que des considérations relatives à l'approche régionale et aux situations de fragilité.

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à la coopération au développement. En 2012, l'APD s'est élevée à 310 millions €, soit 1.00 % du RNB.

L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'appui aux programmes et de la coopération avec les ONG de développement.

L'aide publique au développement du Luxembourg comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire qui permet de répondre primordialement sous forme d'aide d'urgence en cas de catastrophes humanitaires, catastrophes naturelles ou conflits violents. L'action humanitaire comprend également un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition », entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans la discussion, la définition et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide internationale au développement. Elle a fait siennes les conclusions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle) et du Programme d'action d'Accra.

La politique du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'action humanitaire se caractérise par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue, en tant que telle, un important vecteur de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

La Coopération luxembourgeoise au Cap-Vert

Les relations de coopération qu'entretiennent le Cap-Vert et le Luxembourg datent de la fin des années 80 et, en 1993, le Cap-Vert devient un pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise, après la signature, le 3 août 1993, d'un premier Accord Général de Coopération définissant le cadre général de l'activité de coopération dans les domaines culturel, scientifique, technique, financier et économique entre les deux pays.

Depuis 1999, se tiennent à un rythme annuel – alternativement à Praia et à Luxembourg – des commissions de partenariat entre le Cap-Vert et le Luxembourg. Lors de la 3^e Commission de Partenariat qui s'est déroulée à Luxembourg en octobre 2001, une semaine culturelle capverdienne, fort appréciée par la communauté capverdienne au Luxembourg, a eu lieu en marge de la visite officielle.

En janvier 2002, les deux pays ont signé un premier Programme indicatif de Coopération (PIC) pour une période de quatre ans (2002-2005) qui a contribué à plus de cohérence, de flexibilité et de durabilité dans les relations de coopération. L'enveloppe financière mise à disposition par le Luxembourg s'élevait à 33,5 millions€ (3,7 milliards Escudos). Les secteurs prioritaires de ce premier PIC étaient l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement ainsi que l'aide alimentaire. L'aide était concentrée sur les îles de Santo Antão, où la Coopération luxembourgeoise est traditionnellement présente depuis le début de ses relations avec le Cap-Vert, ainsi que sur les îles de Santiago et São Nicolau.

En marge de la 7^e Commission de Partenariat, en octobre 2005, les deux pays ont signé à Luxembourg le PIC II (2006-2010: 45 millions€ - 4,98 milliards Escudos) qui conservait les mêmes secteurs prioritaires que le précédent, mais étendait le champ d'action de la Coopération luxembourgeoise à l'ensemble du territoire capverdien vers une approche programmatique de soutien à des programmes nationaux.

En janvier 2007, l'Accord Général de Coopération de 1993 a été révisé pour tenir compte notamment de l'ouverture de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Cap-Vert.

En juillet 2010, le PIC de 3^e génération (2011-2015: 60 millions€ - 6,65 milliards Escudos) a été signé à Praia en marge des festivités organisées par le Cap-Vert pour fêter les 550 ans de la découverte de l'archipel et les 35 ans de son Indépendance. Le PIC III s'inscrit dans la continuité des deux précédents, tout en introduisant désormais l'aide budgétaire sectorielle comme nouvelle modalité de mise en œuvre de la Coopération luxembourgeoise au Cap-Vert. Il prévoit également un fonds d'études et d'assistance technique.

Les interventions bilatérales de la Coopération luxembourgeoise sont renforcées par des partenariats avec les agences onusiennes et les organisations de la société civile.

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code	Titre	Exécution	Budget total	Secteur
2006-2014	CVE/059	Ecole hôtelière	LuxDev	12 412 300€	Formation Professionnelle
2007-2014	CVE/071	Formation professionnelle	LuxDev	17 469 716€	Formation Professionnelle
2010-2014	CVE/075	Santé scolaire III	LuxDev	3 200 000€	Santé
2009-2013	CVE/076	Lycée de Ponta Verde	LuxDev	4 500 000€	Education
2011-2015	CVE/077	Programme sectoriel ETFP	LuxDev	2 575 000€	Formation Professionnelle
2011-2015	CVE/078	Appui au PAGIRE	LuxDev	12 320 000€	Eau & assainissement
2012-2015	-	ADA	MAE	1 370 000€	Microfinance
2013-2015	-	Aide budgétaire	MAE	5 500 000€	Formation Professionnelle
2013-2015	-	Sécurité alimentaire	MAE	3 000 000€	Aide alimentaire
2012-2016	-	Fonds d'études	MAE	4 500 000€	Multiples

2. Coopération multilatérale

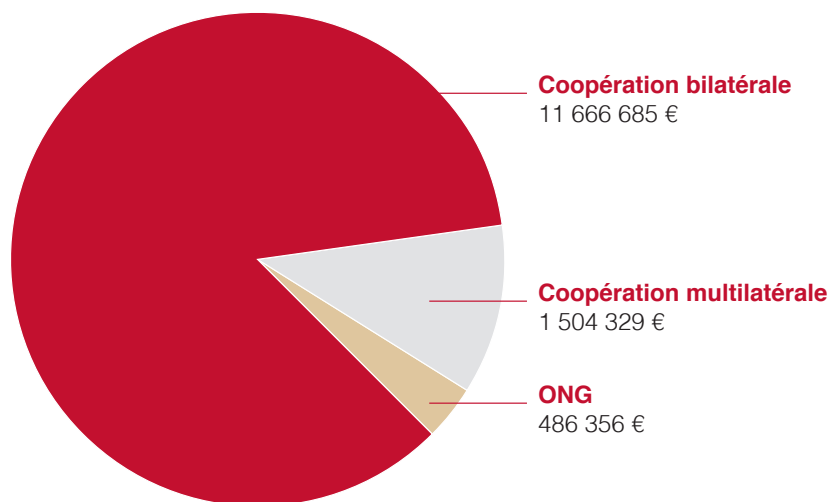
Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total	Secteur
2011-2015	Cantines et jardins scolaires	ONE UN	4 137 822€	Aide alimentaire
2011-2015	Soutien à l'insertion professionnelle	ONE UN	1 480 000€	Politique de l'emploi et gestion administrative

3. ONG

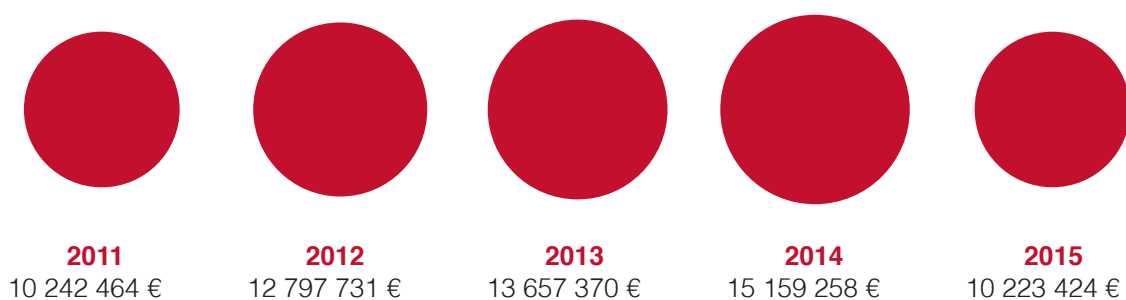
Durée	Titre	Association	Budget total
2013-2014	Lycée Santo Antao	Athénée Action Humanitaire	155 596€
2013	Accès à l'information par le biais des nouvelles technologies à des populations isolées	OGBL Solidarité syndicale	162 168€
2013	Formateurs solidaires	OGBL Solidarité syndicale	29 778€
2012-2015	Appui au processus d'autonomisation des familles et communautés pauvres	Fondation Caritas Luxembourg	440 000€
2012-2015	Techniques de production agro-écologique/ récupération écosystème naturel	Fondation Caritas Luxembourg	226 500€
2010-2016	Programme de renforcement familial à Mindelo	SOS Villages d'Enfants Monde	583 346€
2013-2016	Programme de renforcement familial à Praia	SOS Villages d'Enfants Monde	333 332€
2013-2014	Construction d'un réseau d'approvisionnement en eau dans la commune de Sao Filipe	Betebuerg Helleft	153 106€
2011-2015	Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA	Enda-Santé	432 986€ (part MAE)

Evolution de la Coopération au Cap-Vert

2013



Évolution de la mise en œuvre



École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert (EHTCV)



2006-2014

CVE/059

Le Plan national de Développement du Cap-Vert considère le tourisme comme un secteur stratégique pour le développement économique et social du pays, avec un potentiel pour créer à long terme des excédents susceptibles de financer des investissements dans d'autres secteurs d'activité, d'améliorer la balance des paiements et de générer des emplois.

Le projet vise à contribuer à l'amélioration de l'offre touristique du Cap-Vert, à l'augmentation de la productivité des entreprises du secteur et à la création de postes de travail qualifiés par le biais de l'ouverture de la première Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert.

Les résultats attendus du projet sont:

- La construction et l'équipement de la première Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert;
- La définition du statut légal et du cadre institutionnel;
- Le recrutement de l'ensemble du personnel et sa formation en vue d'une gestion efficace de l'établissement;
- Le développement et l'homologation des curricula.

La première Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme a ouvert ses portes en mars 2011 et une résidence pour les étudiants viendra compléter l'infrastructure.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
12 412 300€



◀ Cours de réception et de tourisme

Appui au Programme national d'Emploi et de Formation professionnelle



2007-2014

CVE/071

Par son projet d'Appui au Programme national d'Emploi et de Formation professionnelle, la Coopération luxembourgeoise entend répondre à l'une des priorités du second Programme Indicatif de Coopération signé entre le Cap-Vert et le Luxembourg, à savoir «le renforcement des ressources humaines par l'éducation, la formation et toute mesure visant à faciliter le travail».

Dans ce sens, le projet se propose de contribuer à l'amélioration de l'offre éducative du Cap-Vert en vue de promouvoir le développement économique et social.

En termes d'infrastructures, le projet fournira les bâtiments pour loger les activités des centres d'emploi et de formation professionnelle de Praia et de Sal. Il permettra la relocalisation du siège de l'Institut de l'Emploi et de la Formation profes-

sionnelle et la réhabilitation du Centre de Formation professionnelle de São Jorginho. Il permettra aussi de fournir des équipements additionnels ou complémentaires aux différentes installations de l'enseignement technique et professionnel.

Par ailleurs, le projet appuiera le renforcement de compétences techniques et professionnelles en vue d'améliorer la gestion générale et le fonctionnement des institutions, et investira dans l'élaboration de curricula pour de nouvelles filières.

Enfin, le projet initiera diverses actions en faveur de l'insertion professionnelle par le biais de la mise en place d'outils nouveaux au sein de l'Institut de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 17 469 716€



◀ Centre de Formation professionnelle en énergies renouvelables et maintenance industrielle



Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Santé scolaire - Phase III

2010-2014

CVE/075

Malgré les efforts du gouvernement du Cap-Vert pour promouvoir la santé scolaire depuis une dizaine d'années, des difficultés persistent quant à la mise en oeuvre tangible d'actions de protection et de promotion de la santé.

La distribution d'un repas chaud dans les écoles publiques de l'enseignement préscolaire et primaire, accompagnée d'actions de santé scolaire, est une mesure politique sociale jugée efficace contre la malnutrition et les problèmes de santé qui affectent cette partie de la population.

Ce projet entend contribuer à l'amélioration et au maintien des indicateurs scolaires ainsi qu'à l'amélioration de l'état de santé des enfants et des adolescents scolarisés par le biais, notamment, de

dépistages qui permettront d'identifier et de traiter des problèmes de santé qui affecteraient les élèves, et par une plus grande sensibilisation à l'éducation sanitaire de la communauté scolaire dans son ensemble (personnel enseignant et élèves). Le projet contribue à la mise en oeuvre du Programme national de Santé scolaire et du Programme national de Cantines scolaires.

L'acquisition de comportements sains par les élèves, les enseignants, les familles et la communauté en général aura des répercussions positives sur la santé de chacun

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 3 200 000 €

Caravane de théâtre pour la santé et l'alimentation scolaire



Visite médicale



Construction et Equipement d'un Lycée à Ponta Verde (Fogo)



2009-2013

CVE/076

Face à l'augmentation très rapide du nombre d'enfants en âge de fréquenter les écoles secondaires sur l'île de Fogo, le gouvernement capverdien a envisagé de développer et consolider les infrastructures scolaires secondaires de la zone rurale de Ponta Verde par la construction et l'équipement d'un établissement adapté.

Outre la construction et l'équipement du lycée de Ponta Verde, l'actuel lycée de São Filipe a bénéficié, à travers ce projet, de nouveaux équipements pour ses laboratoires. Au-delà, une des priorités du projet est le renforcement des ressources humaines à travers l'éducation, la formation et les mesures facilitant l'accès au marché du travail.

Durant la dernière année du projet, l'objectif était de garantir que l'équipement éducatif soit mis en fonctionnement dans les meilleures conditions et dans sa pleine capacité. Cela implique, d'une part, le recrutement des instituteurs et de l'équipe de direction et, d'autre part, la coordination au niveau des infrastructures routières, de l'énergie et des télécommunications pour l'installation et la mise en route des équipements.

Le nouveau lycée de Ponta Verde a été ouvert en septembre 2013.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 4 500 000 €



◀ Lycée de Ponta Verde, Fogo

Programme d'Appui à la Politique sectorielle EFTP



2013-2015

CVE/077

Le Programme Assistance technique pour la Gouvernance de la Politique intégrée Education-Formation-Emploi (PAGPI-EFE) a été lancé suite à une requête présentée par les autorités capverdiennes dans le cadre du Programme indicatif de Coopération III. Il est une suite logique du Programme d'Appui à la Politique sectorielle (PAPS) qui a accompagné le processus de formulation de la Politique intégrée Education-Formation-Emploi (PI-EFE) et qui a été conduit para les autorités capverdiennes entre septembre 2012 et avril 2013.

Le PAGPI-EFE soutiendra le Gouvernement du Cap-Vert pour la mise en oeuvre de la PI-EFE, en vue de l'obtention des résultats essentiels suivants :

- Augmenter le taux d'occupation de la population capverdienne, en particulier des jeunes (15-25 ans)
- Augmenter l'emploi des jeunes
- Augmenter le nombre de personnes inscrites dans les voies techniques ou professionnelles de l'éducation/qualification

Le programme d'assistance technique est un appui au gouvernement du Cap-Vert et a le double objectif de renforcement des capacités visant à l'implémentation efficace et efficiente de la PI-EFE et l'atténuation des risques de non-absorption des fonds par des acteurs qui exécuteront les projets de la Politique intégrée.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 575 000 €



◀ Présentation de la Politique intégrée
Éducation-Formation-Emploi

Appui au Plan d'Action national pour la Gestion intégrée des Ressources hydriques



2011-2015

CVE/078

Le secteur de l'eau et de l'assainissement est d'une importance fondamentale pour le Cap-Vert, compte tenu des fortes contraintes qui pèsent sur les ressources en eau de l'archipel. L'approvisionnement en eau et l'accès à un assainissement adéquat ont donc toujours constitué des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché du Luxembourg et le Cap-Vert.

Ce projet porte sur la mise en oeuvre d'une réforme majeure du secteur de l'eau et de l'assainissement, qui vise notamment à accompagner le processus d'établissement de la nouvelle l'Agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement, conformément à l'esprit du Plan d'Action pour la Gestion intégrée des Ressources en Eau.

L'objectif du projet sectoriel est de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement à Brava, Fogo et Santiago, à la mise en place d'une approche de gestion intégrée des ressources hydriques et à l'amélioration de la performance du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le projet est divisé en trois volets distincts, mais soigneusement articulés entre eux, qui visent à améliorer l'accès à un service d'eau potable moderne et performant à Brava et Fogo. Il prévoit aussi un service d'assainissement domestique et non domestique performant sur les îles de Brava, Fogo et Santiago et devra appuyer la mise en oeuvre de la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 12 320 000 €



◀ Campagne nationale de promotion des toilettes



ADA – Appui au développement de la microfinance

2012-2015

Ce projet est mis en œuvre par l'ONG luxembourgeoise ADA (Appui au Développement Autonome), spécialisée en microfinance. Il vise à promouvoir une finance inclusive et à dynamiser le secteur de la microfinance au Cap-Vert en vue de son autosuffisance et d'une diversification de ses produits dans la durée, et ce afin de permettre un accès de qualité à la population capverdienne exclue du système bancaire classique.

Le projet intervient sur quatre axes distincts :

- **macro :** favoriser l'émergence d'un environnement favorable à une microfinance professionnelle et pérenne à travers une révision de la loi sur la microfinance et l'élaboration d'une stratégie nationale en la matière.

- **méso :** renforcer la Fédération des Associations de Microfinance Capverdienne (FAMF) afin de lui donner le rôle de chef de file dans le développement du secteur.
- **micro :** renforcer les Instituts de Microfinance (IMF) adhérant aux bonnes pratiques de l'industrie et ayant une perspective d'autosuffisance en leur facilitant l'accès à des ressources financières diversifiées.
- mobiliser l'épargne des migrants au Luxembourg à travers la création d'un produit susceptible de répondre aux besoins de la diaspora basée à Luxembourg.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 370 000 €



L'aide budgétaire sectorielle



2013-2015

Sur demande expresse des autorités capverdiennes, la Coopération luxembourgeoise recourt depuis 2011 à une nouvelle modalité d'aide, à savoir l'appui budgétaire sectoriel au secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi.

En mai 2011, le Luxembourg a rejoint l'Union européenne, le Portugal, l'Espagne, la Banque mondiale et la Banque africaine de Développement dans le Groupe d'Appui Budgétaire (GAB) pour une approche commune au Cap-Vert. Le versement des tranches de l'aide budgétaire sectorielle se fait sur base du suivi des progrès dans le secteur de l'éducation, de la formation professionnelle et

de l'emploi, ainsi qu'en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques. Ces progrès sont évalués lors des missions conjointes biannuelles du GAB.

En augmentant son aide budgétaire sectorielle de 500 000 € à 1 500 000 €/an pour la période de 2013 à 2015, le Luxembourg renforce son recours à une nouvelle modalité d'aide qui repose sur les principes de l'efficacité de l'aide, à savoir l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 500 000 €



La sécurité alimentaire

2013-2015

Dans un effort de délier l'aide luxembourgeoise, il a été décidé d'un commun accord lors de la Commission de partenariat en octobre 2012 de changer de mécanisme pour l'aide alimentaire et de renoncer à l'avenir à l'envoi direct de céréales et au fonds de contrepartie.

Un Compte Spécial a été créé auprès de la Banque Centrale du Cap-Vert et sera alimenté, après une contribution initiale du Luxembourg à hauteur de 1 millions d'euros en 2013, par les recettes issues de la vente du blé et de contributions étatiques, le Luxembourg doublant annuellement le montant injecté par le Cap-Vert. Ce nouveau mécanisme, visant l'appropriation effective de la gestion du blé et des fonds par le Cap-Vert, garantira la disponibi-

lité sur le Compte Spécial d'une réserve à laquelle le gouvernement du Cap-Vert pourra recourir à l'annonce d'une pénurie alimentaire, mais prévoit aussi l'utilisation d'une partie des fonds pour la mise en place de projets agricoles, visant à réduire l'insécurité alimentaire structurelle.

La nouvelle « Convention d'appui à la Sécurité Alimentaire 2013-2015 » a été signée en octobre 2013, avec des lignes directrices en faisant partie intégrante et précisant le mode de fonctionnement et de gestion du Compte Spécial. La première tranche vient d'être déboursée.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 €



◀ Déchargement du blé dans le port de Mindelo à São Vicente



Le Fonds d'études et d'assistance technique

2011-2015

A l'heure actuelle, les projets en cours, voire en planification sont les suivants :

- **Ministère de la Culture** (750 000€) : projet d'études devant appuyer l'exportation de la culture (et surtout de la musique) capverdienne
- **Banque Centrale du Cap-Vert/ATTF** (480 000 €) : diverses études et consultances
- **Cluster aérien** (montant indicatif: 600 000€)
- **Cluster maritime** (montant indicatif: 600 000 € contrepartie)

- **INE/STATEC** (montant indicatif: 600 000€) : renforcement des capacités de l'Institut National des Statistiques capverdien par le STATEC.
- **Coopération triangulaire** entre le Cap-Vert et Sao Tomé e Principe (avec l'appui financier du Luxembourg) dans le secteur de la formation.
- **50 % d'énergies renouvelables en 2020** : ce projet, visant à étudier le potentiel du Cap-Vert pour une transition vers les énergies renouvelables est finalisé.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 500 000 €

ONE UN



2011-2015

Programme d'appui à la stratégie nationale de création d'emploi au Cap-Vert

Ce programme a été soumis par le Bureau conjoint des Nations unies à Praia et sera exécuté entre 2013 et 2015. Il vise à compléter les autres interventions des Nations unies au Cap-Vert liées au développement du secteur privé (notamment les micros, petites et moyennes entreprises), à l'amélioration de la qualité de l'éducation, au renforcement du système statistique et au développement des politiques sociales et de réduction de la pauvreté et des inégalités. Un lien étroit entre le programme du ONE UN, la Politique Intégrée en Education, Formation professionnelle, Emploi ainsi que le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté 2012-2017 a été recherché.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 480 000 €

Soutien à la sécurité alimentaire et la nutrition scolaire

Après plus de 30 ans, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'est retiré en 2010 du soutien à l'alimentation en milieu scolaire et le gouvernement capverdien en a repris la responsabilité. Comme le Bureau commun des Nations unies s'est chargé d'accompagner ce processus, le programme a démarré ses activités en février 2011 et vise à maintenir les bons résultats en termes de scolarisation, à augmenter la qualité de l'éducation, et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants scolarisés.

Les principales activités/axes d'intervention du Programme conjoint sont :

- La gestion du Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAE) ;
- L'approvisionnement des cantines scolaires ;
- L'éducation nutritionnelle et sanitaire ;
- La gestion des cantines et la préparation des repas.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 100 000 €

Projets de coopération des ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, **SOS Villages d'Enfants Monde et la Fondation Caritas Luxembourg** mettent actuellement en œuvre quatre projets qui se situent dans les secteurs, du développement rural, ainsi que des services sociaux plurisectoriels.

Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève à 1 253 342,73 €.

Parmi les ONG actuellement sous cofinancement **Betebuerg Hëlleft, OGBL Solidarité syndicale (en collaboration avec la Maison d'Afrique) et l'Action Athénée Humanitaire** mettent actuellement en œuvre quatre projets qui se situent dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, de l'équipement scolaire et de la formation, ainsi que de l'accès aux informations sur le droit de travail et la sécurité sociale.

Avec un taux de cofinancement de 75 %, l'appui du Ministère à ces projets s'élève à 375 486,37 €.

Ensemble avec trois ONG partenaires capverdiennes et avec l'appui technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, l'ONG sénégalaise ENDA-Santé met en œuvre au Cap-Vert un projet intitulé « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA » (2011-2015). Ce projet fait partie d'un programme plus large de lutte contre le VIH/SIDA parmi les groupes de personnes les plus vulnérables dans les régions frontalières d'Afrique de l'Ouest entre le Cap-Vert, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Guinée, la Guinée-Bissau et la Gambie.

La contribution totale prévue du Ministère à la partie du programme au Cap-Vert est de 432 986 €.



Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Praia, Cap-Vert

Paul SCHMIT

Ambassadeur non résident

Rua das Janelas Verdes,
43PT-1200-690
LISBOA

Email : lisbonne.amb@mae.etat.lu
Tel : (351) 213 931 940
Fax : (351) 213 901 410

Marc de Bourcy

Chargé d'affaires a.i.

C.P. n° 163
Praia
CAP-VERT

Email : marc.debourcy@mae.etat.lu
Tel : (238) 2 61 95 62
Fax : (238) 2 61 95 63

Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire, Ministère des Affaires étrangères et européennes

Geneviève Hengen

Secrétaire de Légation

6, rue de la Congrégation
L - 1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email : genevieve.hengen@mae.etat.lu
Tel : (352) 247 82 323
Fax : (352) 46 38 42

LuxDev Praia

Gricha Lepointe

Représentant régional pour le Cap-Vert

Bureau régional de Praia

C.P. n° 458
Praia
CAP-VERT

Email : gricha.lepointe@luxdev.lu
Tel : (238) 2 62 47 37 89
Fax : (238) 2 62 47 40

LuxDev Siège

Guirec Halfants

Conseiller géographique Cap-Vert

LuxDev

10, rue de la Grève
BP 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email : halfants@luxdev.lu
Tel : (352) 29 58 58 232
Fax : (352) 29 58 58 200





Coopération luxembourgeoise